

Arrestation de René Despouy

L'affaire Tintelin ou la chute des parties technique et politique du Parti communiste clandestin. Alors qu'il est filé par les inspecteurs des Brigades spéciales, « Ambroise » rencontre un individu surnommé « Ambroise II ». Si « Ambroise » est rapidement identifié comme étant Arthur Tintelin, « Ambroise II » ne sera jamais revu dans les filatures...

Le Parti communiste clandestin se compose de deux parties : l'une, technique, concerne les ateliers et l'autre, politique, regroupe les personnes.

Ces deux parties sont extrêmement complexes et communiquent entre elles par des liaisons.

Les inspecteurs de la brigade spéciale 1 prennent en filature « Ambroise » aux alentours du 15 mars 1942 et aboutissent, dans la nuit du 17 au 18 juin 1942, à des interpellations qui touchent aussi bien des militants de la partie technique. [...] que des militants politiques appartenant aux Jeunesses communistes et au Front National.

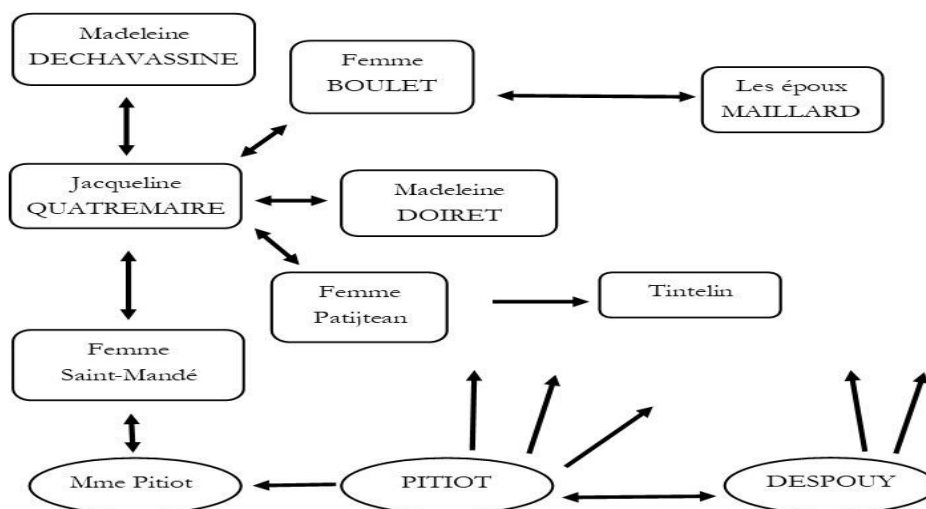
Ces interpellations ont été, d'après les archives de la préfecture de police, « particulièrement difficiles en raison de l'extrême méfiance des militants ». Cette méfiance se révèle cependant insuffisante face à l'efficacité de la police. Ils sont une soixantaine de résistants à être arrêtés le 18 juin 1942 et ce, aussi bien du côté technique que du côté politique.

Cet engrenage est dû à une personne elle-même liée aux deux parties : en effet, l'agent de liaison de la branche technique est la femme de l'agent de liaison des « Jeunesses communistes ». Les époux PITIOT sont donc un des points de relais entre les parties technique et politique. Une liaison astucieuse mais dangereuse.

Mme Pitiot tient son mari au courant de l'activité de l'appareil technique.

Ce rapport dresse également la liste des personnes arrêtées et leur rôle dans ce cycle.

Schéma de la partie politique de l'affaire Tintelin. On peut voir la construction autour de deux pôles : Despouy et Pitiot puis les liaisons se séparent.



Outre les époux Pitiot, on retrouve aussi Pierre Lacan, catalogué par la police comme « la liaison entre l'appareil technique et politique », et Angèle Girard qui, étant en relation avec Lacan, « se situe sur un plan identique ». Elle est également en relation avec Gaston Etievent et Maurice Grandcoin.

Une autre femme, déportée le 24 janvier, semble être une liaison de plus entre les branches politique et technique. Il s'agit de Jacqueline Quatremaire.

.../...

La partie politique est divisée en deux pôles. Le premier s'articule autour de Gustave Pitiot tandis que le second est organisé autour d'Yves **Despouy**, *Yves étant le 2ème prénom de René Despony(1)*.

Leur nom est fréquemment mentionné dans les filatures. Le schéma précédent permet de montrer leurs liaisons, mises en évidence grâce aux filatures effectuées à partir du début du mois d'avril à la date de leur arrestation, aux environs du 18 juin.

Ces filatures n'ont pas révélé toutes les relations et c'est par le biais des interpellations, puis des interrogatoires que la Brigade spéciale 1 aboutira à un total de 101 arrestations. Après le 27 juin les inspecteurs de la Brigade Spéciale 1 poursuivront l'enquête mais le dossier de la préfecture de Police ne livrera pas davantage d'informations, ce qui ne permettra pas d'affiner la composition de ce réseau.

Le rapport conclut toutefois qu'une semaine après le déclenchement des opérations de police, le réseau va connaître « dans les semaines qui vont suivre, un freinage sérieux dans le domaine de la propagande, bien que certains stocks préalablement imprimés puissent encore être diffusés. [...] le matériel technique saisi ne pourra être renouvelé et mis en service que dans un temps assez éloigné. Dans le domaine politique, l'arrestation de militants actifs et importants tels que Lacan, la femme Girard, Mlle Quatremaire, les époux Pitiot, **Despouy**, Djian, Baynac etc. sera durement ressentie. [...] L'exploitation méthodique des renseignements se poursuit. Il n'est pas invraisemblable d'envisager, pour les jours à venir, de nouvelles arrestations ».

Le renseignement sur « Ambroise » permet la chute de l'appareil technique et politique du Parti communiste et touche principalement le groupe des « Jeunesses communistes » et les membres du « Front National pour la liberté et la libération ».

Les arrestations s'enchaînent et se déroulent en deux jours : les 20 et 23 juin 1942.

Quelques résistants sont interceptés avant comme Gustave Pitiot pris le 17 juin à 20 heures, rejoint le lendemain par Pierre Lacan et Gaston Etievent, le fiancé d'Yvonne Picard.

Cette affaire aboutit à l'arrestation de plus d'une centaine de résistants ou résistantes et conduit au démantèlement de deux ateliers de photogravure, trois imprimeries et divers dépôts clandestins. Trente-quatre (34) des militants arrêtés dans cette procédure seront fusillés le 11 août 1942 au Mont-Valérien. Au niveau du réseau, ces arrestations provoquent la chute du triangle directeur de la région parisienne des « Jeunesses communistes » composée d'Yves (*René*) **Despouy**, typographe, Camille Baynac, qui devait regrouper dans la région parisienne les éléments des « Jeunesses communistes » et Yvon Djian, chargé d'assurer la liaison avec les étudiants, les catholiques, les gaullistes et le « Front National ».

Les arrestations des communistes continuent et constituent la plupart des arrestations des « 31 000 ».

D'autres affaires ont pu être révélées. Les inspecteurs des brigades spéciales sont d'une efficacité diabolique dans les milieux résistants et communistes de la région parisienne, cependant les investigations ne se limitent pas aux filatures. Une des autres causes d'arrestations est la dénonciation. Dans la France occupée certaines personnes sont devenues spécialistes de cette pratique, créant ainsi beaucoup de tort à la résistance.

*

(Résumé des pages 86 à 91 du *Mémoire de maîtrise d'histoire rédigé sous la direction de M Jacques PREVOTAT, par Marion Queny- Juin 2004. Université Charles-De-Gaulle Lille 3 - Sciences humaines lettres et arts (UFR. Sciences historiques, artistiques et politiques)* « **Un cas d'exception : 230 femmes françaises déportées à Auschwitz-Birkenau en janvier 1943 par mesure de répression : Le convoi du 24 janvier** ».)

*

(1) Précision de Dominique Maugars : Yves étant le 2ème prénom de René Despony, je garde ici l'orthographe du mémoire.